

COPRODAC: Plaidoyer et actions pour la formation

Le cinéma et l'audiovisuel se fraient depuis quelques années une nouvelle voie dans le paysage culturel burundais. Si dans la mémoire collective, la production de films locaux s'est longtemps résumée à la série populaire "Ninde?" apparue en 1986 et au long-métrage "Gito l'Ingrat" de Léonce Ngabo de 1992¹, de nouvelles productions voient progressivement le jour, initiées par des sociétés de production regroupées au sein du collectif des producteurs pour le développement de l'audiovisuel et du cinéma au Burundi, COPRODAC. Mais comment faire des films de qualité quand il n'existe pas d'école de cinéma? Comment palier à l'insuffisance de formations, fussent-elles basiques? Comment remédier au manque de matériels et d'exercices pratiques dans les facultés de communication audiovisuelles?

Soutenu par AFRICALIA qui, depuis novembre 2010, appuie la structuration du secteur audiovisuel et cinématographique du Burundi, le COPRODAC s'oriente vers un plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour la création d'une école de cinéma. Et si l'objectif du collectif n'est pas de se substituer à une école de cinéma, il tente néanmoins de participer, par des actions ponctuelles, au renforcement des capacités et à l'émergence de nouveaux talents.

Formation sur le tas et films à la demande

Avec l'avènement du numérique, l'accès au matériel de production s'est fortement démocratisé. Demeuré longtemps le monopole de la télévision nationale, la production d'images est, dès le début des années 2000, mise à la portée du plus grand nombre. Dès lors, une dizaine de petites sociétés de production se créent. On filme principalement les mariages et autres cérémonies familiales. Sans véritable référence ni maîtrise professionnelle, l'appellation semble par ailleurs quelque peu galvaudée. Il n'en demeure pas moins que des films naissent et que les techniciens se forment. Graduellement, ils acquièrent les automatismes du métier. *"Je me suis formé sur le tas. Tous les week-ends, je filmais des mariages ou des kermesses. J'ai fait mon premier clip vidéo en 2003"* se souvient Papy Jamaïca devenu depuis directeur de l'une des plus grandes sociétés de production locales.

Dès 2005, le renforcement de la communication des ONG et des organisations des Nations unies sur leurs divers programmes de développement ouvre de nouvelles perspectives tout en élevant le niveau des attentes. Pour ces jeunes réalisateurs, le documentaire est un genre nouveau avec des exigences différentes. Désormais, on ne compte plus qu'une poignée de sociétés en mesure de couvrir la demande grandissante de ces institutions. *"J'ai bénéficié de l'encadrement de quelques réalisateurs de la RTNB formés à l'audiovisuel en Europe, ce qui m'a permis d'acquérir les bases. Ensuite, des portes se sont ouvertes. J'ai acquis une caméra digitale et j'ai pu travailler sur plusieurs films pour certaines organisations des Nations unies"* ajoute Papy Jamaïca. Eddy Munyaneza de Grands Lacs TV a vécu quant à lui une expérience différente *"On n'avait pas de caméra professionnelle à l'époque. L'exigence tenait plus à la qualité de l'image et au contenu. Nous devons nous assurer de bien couvrir toutes les activités du programme concerné. Ces ONG ne s'intéressaient pas à l'approche artistique"* confie le lauréat du prix spécial des droits de l'homme pour son film d'auteur "Histoire d'une haine manquée" au FESPACO 2011.

Il faut attendre la création en 2009 du Festival International du Cinéma et de l'Audiovisuel du Burundi -FESTICAB- pour voir enfin apparaître des films d'auteur, pour la plupart issus de travaux de fin d'étude entrepris par des étudiants en communication. Dès la première édition, les applications pour l'appel à films locaux révèlent des failles importantes. Certes, l'envie est là, les talents aussi. Mais si les histoires et l'imaginaire burundais semblent constituer un puits sans fin, les compétences pour les faire émerger sont encore à la traîne. Mis à part une image et un cadrage plus ou moins maîtrisés, la majorité des films souffrent d'une faiblesse marquée du son et de la lumière mais aussi des scénarios. Le jeu des acteurs est également trop théâtral. Rares sont les films de qualité qui, à l'instar de "Taxi Love" de Jean Marie Ndiwokubwayo, "L'avortement" de Pacifique Nzitonda ou plus récemment "Welcome home" de Joseph Ndayisenga, peuvent prétendre à une carrière internationale.

Afin de palier à ces manques, le COPRODAC, avec l'appui de divers partenaires, a initié depuis 2011 une série d'ateliers de "formation-action" qui ont permis de renforcer les compétences des techniciens et des acteurs et par la même occasion de produire de nouveaux films.

Formations Ad Hoc

"Pour la première formation, nous avons d'abord mis l'accent sur le son car les lacunes en la matière étaient très importantes" indique Simon Kururu, président du COPRODAC.

"C'était la première fois que j'utilisais une mixette" avoue Bright Olivier Ndayishimiye se remémorant l'expérience du tournage du film "Amaguru n'amaboko" de Roland Rugero en 2011. Faisant suite à la formation de prise de son organisée par COPRODAC avec l'appui de World Cinema Factory, le tournage du long-métrage fut l'occasion d'appréhender le métier de façon plus professionnelle. Pour clôturer le programme, un kit de son professionnel fut mis à la disposition du COPRODAC pour appuyer les productions à visée internationale. L'encadrement des participants par de grands professionnels tels que les ingénieurs son Pascal Capitolin et Bachir Dia semblent aujourd'hui porter leurs fruits. Bright Olivier, à la base musicien et compositeur de musique de film, a pu se perfectionner sur de plus grosses productions dont le très attendu "i Mashoka" de Jean-Marie Ndiwokubwayo, coproduit par l'ONG "La Benevolencija" et la société de production Netty Communications.

Avec l'appui de l'ONG italienne Camera Mundi, le collectif a aussi organisé en septembre 2012 une formation en réalisation cinématographique qui a abouti au tournage du court-métrage "Sixième commandement" de Francine Munyana. Un an plus tard, l'organisation italienne a renouvelé l'expérience avec le réalisateur anglais Adrian Smith, professeur de cinéma à l'ESEC et à l'université de Lorraine à Metz. *"Ce fut une expérience spéciale. J'ai trouvé ces étudiants très intéressants. Leurs histoires sont riches et authentiques."*

En dix jours, la vingtaine de participants, a acquis les bases de la scénarisation et a participé à la production du court-métrage "Fier de moi" de Yannick Ndayisaba. Cet étudiant qui a découvert le cinéma assez tard, se félicite de l'expérience qui lui a aussi permis d'établir des contacts intéressants. *"J'ai conscience que je dois encore tout apprendre. Côté ces techniciens professionnels m'a montré une autre face du cinéma"*. Linka Erica Mugisha, étudiante en communication, parle quant à elle de découverte. *"Pour moi, ce fut révélateur. Je sais désormais que je veux m'orienter dans le cinéma et spécialement dans tout ce qui à trait à la technique"*. La formation s'avéra aussi fort utile pour les

nombreux autres étudiants en communication qui n'ont pas l'opportunité de passer à la pratique par manque de matériels dans leurs universités.

Le formateur Adrian Smith s'est réjoui pour sa part du soutien de quelques professionnels locaux préposés à l'encadrement tels l'éclairagiste Richard Malinkonge, le preneur de son Bright Olivier Ndayishimiye, le décorateur Nelson NIYAKIRE ou le réalisateur Evrard Ngendakumana. Ce dernier, fraîchement diplômé de l'ESAVⁱⁱ de Marrakech, déplore par contre le manque de préparation de ce type de formation: "*On perd beaucoup de temps au tournage car il y a tout un travail en amont qui n'a pas été fait*". Un retard difficile à rattraper au tournage ou en postproduction comme ont pu le constater les spectateurs venus assister à l'avant-première le 28 septembre 2013 à l'Institut français. Outre, le projecteur de l'Institut français qui ne rendait pas justice aux choix esthétiques du réalisateur de tourner la plupart des scènes en basse lumière - *la lentille ne fonctionne pas bien constate Evrard* - on relevait certaines failles scénaristiques et techniques qui auraient, de tout évidence, pu être évitées si le temps l'avait permis. Des lacunes dont le formateur avoue avoir pleinement conscience et qui pourront être corrigées plus tard car "*le film n'est pas tout à fait achevé*".

Financement des formations-actions

Les attentes des "bailleurs" qui n'ont pas vocation à la production audiovisuelle s'avèrent parfois difficiles à gérer. Pour "Fier de moi", l'ONG "Handicap international" producteur du court-métrage avait financé le film par son programme de communication sur la fistule obstétricale. Une exigence qui trouvera une visibilité en pointillé dans une scène de lecture par le personnage principal au début du film, apparaissant tel un poil dans la soupe et soulignant ainsi toute la difficulté à concilier film d'auteur et production de commande.

Si certaines initiatives comme la formation en audiovisuel des jeunes réfugiés congolais font sens, d'autres formations gagneraient à se libérer de ce type de financement. À la question du financement privé, le président du COPRODAC avoue que cette voie n'a pas encore été suffisamment approfondie "*ici on n'a pas encore compris l'utilité des films. C'est un véritable combat à mener pour convaincre les politiques et les entreprises privées de l'importance du cinéma au Burundi*". Rares sont les sociétés de production qui réussissent à financer ou et à monter des projets financiers pour la production de films d'auteur.

"*Il est très difficile de trouver des financements pour nos ateliers de formation. Et nous n'avons pas les moyens de les organiser nous-mêmes*" ajoute Michel-Ange Nzojibwami président de l'association des comédiens du Burundi TUBIYAGE. Porteur du projet "Dream Center" soutenu par l'UNESCO, l'association avait requis, du 6 au 15 septembre 2013, le partenariat du COPRODAC pour l'encadrement de 58 enfants et jeunes vulnérables des quartiers populaires Bwiza, Nyakabiga, Musaga et Buyenzi et ex-enfants de la rue de Kamenge, Gihosha et Buterere. Une quarantaine d'entre eux ont été initiés aux techniques du "théâtre de l'opprimé" lorsque 18 autres suivaient une initiation au filmage et au montage.

Il faut aussi souligner l'enthousiasme des formateurs mis à contribution. "*J'éprouve beaucoup de plaisir à encadrer ces jeunes*" reconnaît Evrard Ngendakumana. Sentiment partagé par Eloge Nzeyimana, secrétaire exécutif du COPRODAC et enseignant en cinéma et audiovisuel à l'université du Lac Tanganyika. "*La satisfaction de nos partenaires nous conforte dans l'idée que nous avons des formateurs de valeur et que nous sommes aussi capables d'apporter notre contribution sans toujours*

devoir attendre des formateurs venus de l'étranger", souligne le réalisateur, détenteur d'une maîtrise en Cinéma de l'Université Paris Est Marne-la-vallée.

Une volonté de transmission qui s'était déjà manifestée lors du FESTICAB 2013 par la tenue d'un atelier du COPRODAC sur la réalisation d'un film documentaire au Centre jeunes Kamenge. Animé par la réalisatrice Justine Bitagoye, diplômée d'une maîtrise en communication, et par le réalisateur et formateur monteur Jean-Marie Ndiwokubwayo, l'atelier avait permis à une dizaine de jeunes des quartiers périphériques nord de Bujumbura de réaliser le très joli documentaire *"Chercheuse d'écorces"* projeté à la clôture du festival.

Plaidoyer et organisation pour une meilleure formation

Les courtes formations de qualité telles que les stages d'été à la Fémis ont l'avantage d'ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes réalisateurs de talent. Successivement, Evrard Niyomwungere, Linda Kamuntu et Joseph Ndayisenga ont pu y acquérir plus d'expérience. Mais ces formations n'ont pas vocation à remplacer l'école de cinéma au cursus complet et plus intéressant pour les apprentis cinéastes.

"C'est très important de faire une école. C'est le meilleur moyen d'apprendre à faire des films. À l'ESAV, on en faisait tous les jours en plus de la théorie dispensée par d'excellents professeurs" insiste Evrard Ngendakumana.

"Nous sommes conscients que ces formations ne sont pas suffisantes. Nous comptons développer des partenariats qui nous permettront d'envoyer nos jeunes étudier le cinéma dans d'autres pays. Et nous continuons le plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour qu'il y ait des bourses de cinéma comme celles octroyées pour d'autres matières classiques, l'objectif ultime demeurant tout de même la création d'une école locale où les jeunes pourraient apprendre les divers métiers du cinéma " précise le président du COPRODAC Simon Kururu.

"Cela prendra peut-être la forme d'une nouvelle faculté au sein de l'université du Burundi ou d'une école de cinéma à part entière. C'est encore trop tôt pour le dire mais l'idée principale est que les jeunes puissent bénéficier de formations sanctionnées par des diplômes homologués" ajoute Eloge Nzeyimana.

En outre, pour faire face à la difficulté d'accéder aux écoles occidentales, la collaboration sud-sud semble constituer une alternative plus réaliste. Une vision partagée par Evrard Ngendakumana qui propose quant à lui la mise en place d'une "cellule locale" pour l'envoi d'étudiants à l'ESAV de Marrakech. Arrivé premier étudiant de l'Afrique sub-saharienne au concours d'entrée, il est aussi le premier lauréat burundais de cette école.

Dans cette optique, Africalia a appuyé la mission du vice-président du COPRODAC Jean-Marie Ndiwokubwayo au FESPACO 2013 lui permettant de développer des contacts importants notamment avec l'Institut Supérieur de l'Image et du Son de Ouagadougou. Une convention de partenariat a été signée entre les deux institutions pour l'échange d'expertise et le développement de formations continues. L'expérience de l'ISIS au Burkina Faso démontre l'intérêt d'une concertation et d'une réflexion regroupant tous les acteurs culturels: les politiques, les professionnels et les partenaires financiers et privés. Aujourd'hui l'ISIS, produit de ce processus inclusif, peut se féliciter de sortir

chaque année une dizaine de diplômés en master cinéma. Et certaines initiatives privées comme l'institut Imagine de Gaston Kaboré, l'ESAV au maroc, l'ISMAⁱⁱⁱ au Bénin ont tout autant de succès.

Pareilles initiatives au Burundi commencent à poindre à l'horizon. Mais encore faut-il un encouragement des pouvoirs publics par des mesures incitatives comme une détaxation des matériels didactiques. À l'instar du secteur hôtelier et touristique qui, à hauteur d'un certain montant d'investissement, jouit d'un ensemble d'avantages fiscaux qui contribuent depuis quelques années à son développement accéléré, le secteur de l'enseignement du Cinéma et de l'Audiovisuel pourrait connaître alors un développement certain.

De l'avis général, c'est l'ensemble des actions tant publiques que privées qui permettront l'avènement d'écoles de cinéma et de centres de perfectionnement seuls à même de faire émerger des cinéastes pleinement qualifiés.

Natacha Songore

ⁱ Et cela malgré plusieurs films documentaires produits par la RTNB et dont certains ont reçu des prix internationaux

ⁱⁱ L'Ecole Supérieure des Arts Visuels de Marrakech

ⁱⁱⁱ L'Institut Supérieur des Métiers de l'Audiovisuel du Bénin